



# Procès-Verbal du Conseil Municipal

## Séance du Jeudi 23 Juin 2016

20h30 – Salle du Conseil Municipal



**L'an deux mille seize, le jeudi 23 juin à 20h30**, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du Conseil Municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

**Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie**

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**PRÉSENTS** : Mme Christine GUILLETTE, M. Jean-Claude DARCY, M. Bernard ANDRE, M. Frédéric WEISS, Mme Florence BERTHEAU, M. Frédéric DEVARREWAERE, M. Patrick MOIREAU, et Mme Christine CASSUS.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Mme Brigitte JOULOT VIBRAC et M. Patrick CHANUT

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 10

Présents : 8

Pouvoir : 0

Votants : 8

**Date de convocation** : le 17 juin 2016

**Date d'affichage** : le 17 juin 2016

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :**

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Bernard ANDRE a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

**\*\*\***

# ORDRE DU JOUR

## I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 12 Mai 2016

Le procès-verbal de la séance du jeudi 12 Mai 2016, préalablement transmis aux Conseillers Municipaux est adopté sans observation, à l'unanimité.

## II - DÉLIBÉRATIONS

**1 - Délibération N°2016-06/27 :** *Avis sur l'arrêté de projet de périmètre d'une communauté de communes issue de la fusion des communautés de communes « Brie des Moulins » et « Pays de Coulommiers »*

Le Préfet de Seine-et-Marne a notifié un arrêté de projet de périmètre aux Présidents des communautés de communes « Brie des Moulins » et « Pays de Coulommiers » et aux maires de chaque commune incluse dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord des conseils municipaux et l'avis des conseils communautaires.

A compter de la notification, les conseils municipaux et les conseils communautaires disposent d'un délai de 75 jours pour se prononcer. A défaut de délibération, leur avis sera réputé favorable.

La fusion sera prononcée par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, dès lors qu'elle recueillera l'accord d'au moins la moitié des conseils municipaux des communes intéressées, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci.

Les communautés de communes du Pays de Coulommiers et de la Brie des Moulins ont lancé ensemble une étude juridique et financière sur les modalités de fusion au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

A l'issue de cette étude, il sera proposé de se prononcer sur le nom, le siège et les compétences du nouvel EPCI, mentions qui devront figurer dans l'arrêté de fusion pris par le Préfet d'ici la fin d'année (avant le 31 décembre 2016).

Il est donc proposé une délibération exclusivement sur le projet de périmètre.

Vu l'arrêté préfectoral 2016/DRCL/BCCCL/n°41 du 26 avril 2016 portant projet de périmètre d'une communauté de communes issue de la fusion des communautés de communes « Brie des Moulins » et « Pays de Coulommiers »

Considérant les échanges qui ont eu lieu en conférence des Maires le 2 mai 2016,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal,

**EMET un avis favorable au projet de périmètre d'une communauté de communes issue de la fusion des communautés de communes « Brie des Moulins » et « Pays de Coulommiers ».**

**2 – Délibération N°2016-06/28 :** *Dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales touchées par les événements climatiques*

Suite aux dernières intempéries, la commune a été reconnue en état de catastrophe naturelle sur l'arrêté du 15 juin 2016. La Préfet de Seine et Marne met en place une dotation afin de pouvoir réparer les dégâts causés par les événements climatiques.

De ce fait, le Conseil Municipal autorise, à l'unanimité, Madame le Maire à demander la subvention et de signer tout document y afférent.

**3 – Délibération N°2016-06/29 : Marché public : Travaux d'électricité dans la salle des fêtes communale : 3 lots (devis)**

- 1/ Remplacement du chauffage
- 2/ Remplacement des plaques du plafond, avec l'éclairage
- 3/ Remplacement de l'éclairage extérieur

Mme le Maire rappelle la consultation engagée conformément à l'article 28 du code des marchés publics.

L'appel d'offre a été affiché en mairie. La date limite de réception des offres en mairie était le **14 juin 2016, à 18 heures. L'ouverture des plis a été effectuée le 21 juin 2016.** Les différentes entreprises ont été notées selon les critères suivants :

Prix	50%
Qualité des matériaux et garantie	40%
Délai	10%

Demande de 3 lots (devis) :     1/ Remplacement du chauffage  
   2/ Remplacement des plaques du plafond, avec l'éclairage  
   3/ Remplacement de l'éclairage extérieur

Quatre entreprises ont répondu à cet appel d'offre :

ENTREPRISE	ADRESSE	Désignation	PRIX TTC
AVR	2 ZAC des 18 Arpents 77169 BOISSY LE CHATEL	1/ Remplacement du chauffage	7 567,99
		2/ Remplacement des plaques du plafond, avec l'éclairage	10 335,70
		3/ Remplacement de l'éclairage extérieur	7 433,93
ITEBELEC	81 bis rue Maillot 77120 COULOMMIERS	1/ Remplacement du chauffage	7 318,80
		2/ Remplacement des plaques du plafond, avec l'éclairage	9 456,00
		3/ Remplacement de l'éclairage extérieur	9 409,20
LEBATARD	4 rue Neuve des Près 77120 COULOMMIERS	1/ Remplacement du chauffage	10 892,22
		2/ Remplacement des plaques du plafond, avec l'éclairage	10 663,62
		3/ Remplacement de l'éclairage extérieur	8 185,92

<b>TECELEC</b>	<b>46 rue Neuve des Près 77120 COULOMMIERS</b>	<b>1/ Remplacement du chauffage</b>	<b>12 316,12</b>
		<b>2/ Remplacement des plaques du plafond, avec l'éclairage</b>	<b>12 694,42</b>
		<b>3/ Remplacement de l'éclairage extérieur</b>	<b>15 873,59</b>

Les offres sont présentées aux conseillers qui ont établi le classement suivant :

<b>ENTREPRISE</b>	<b>Désignation</b>	<b>Prix 50 %</b>	<b>Qualité 40%</b>	<b>Délais 10%</b>	<b>NOTE GLOBAL</b>
<b>AVR</b>	1/ Remplacement du chauffage	40	30	10	<b>83.33</b>
	2/ Remplacement des plaques du plafond, avec l'éclairage	40	30	10	
	3/ Remplacement de l'éclairage extérieur	50	30	10	
<b>ITEBELEC</b>	1/ Remplacement du chauffage	50	40	10	<b>93.33</b>
	2/ Remplacement des plaques du plafond, avec l'éclairage	50	40	10	
	3/ Remplacement de l'éclairage extérieur	30	40	10	
<b>LEBATARD</b>	1/ Remplacement du chauffage	20	40	10	<b>80.00</b>
	2/ Remplacement des plaques du plafond, avec l'éclairage	30	40	10	
	3/ Remplacement de l'éclairage extérieur	40	40	10	
<b>TECELEC</b>	1/ Remplacement du chauffage	15	20	10	<b>55.00</b>
	2/ Remplacement des plaques du plafond, avec l'éclairage	20	30	10	
	3/ Remplacement de l'éclairage extérieur	20	30	10	

Le classement s'établit comme suit :

AVR Electricité : 2

ITEBELEC : 1

LEBATARD : 3

TECELEC : 4

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

**Décide** de retenir la proposition présentée par l'entreprise ITEBELEC à Coulommiers, avec le devis d'un montant de 26 184,00€ TTC pour les 3 lots.

**Autorise** Mme le Maire à signer le bon de commande et tout document y afférent.

**4 – Délibération N°2016-06/30 : Fonction publique, Création d'emploi et mise à jour du tableau des effectifs**

Mme Le Maire, rappelle à l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe,

Considérant la nécessité de supprimer un emploi d'adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe,

Madame le Maire propose à l'assemblée :

**FONCTIONNAIRES**

1/ la création d'un emploi d'adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe, permanent à temps non complet à raison de 28 heures hebdomadaires.

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2016,

Filière : Administrative,

Cadre d'emploi : Adjoint administratif,

Grade : 1<sup>ère</sup> classe

- ancien effectif : 0

- nouvel effectif : 1

2/ la suppression d'un emploi d'adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe, permanent à temps non complet à raison de 28 heures hebdomadaires.

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2016,

Filière : Administrative,

Cadre d'emploi : Adjoint administratif,

Grade : 2<sup>ème</sup> classe

- ancien effectif : 1

- nouvel effectif : 0

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**DECIDE** : d'adopter les modifications du tableau des emplois ainsi proposées.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget.

5 – **Délibération N°2016-06/31** : *adhésion 2016 aux prestations RH proposées par les services pôle carrière du centre départemental de gestion de seine et marne aux collectivités affiliées*

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment les articles 22, 24 et 25 ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration du Centre de gestion de Seine et Marne du 17 septembre 2015 approuvant les tarifs des prestations facultatives du pôle carrière;

**Considérant que** les prestations ci-dessus désignées proposées par le Centre de gestion correspondent aux besoins de la commune;

**Entendu** l'exposé de Mme le Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

**Décide** d'adhérer aux prestations ci-dessous et d'inscrire les dépenses correspondantes à l'article 618 du budget.

Choix des prestations	PRESTATIONS R.H.	Tarif 2016
<b>Prestation « avancement d'échelon » : forfait annuel</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Collectivités de 1 à 20 agents	<b>30.00 €</b>
<input type="checkbox"/>	Collectivités de 21 à 49 agents	<b>50.00 €</b>

**Habilite** Madame le Maire à signer la convention prévue à cet effet.

6 – **Délibération N°2016-06/32** : *fermeture de l'ancien local à poubelles à côté de la salle des fêtes*

Le conseil municipal décide à l'unanimité de fermer l'ancien local à poubelles situé à côté de la salle des fêtes, afin de récupérer cet espace pour agrandir le bar et effectuer une réserve.

7 - *Résultat de l'enquête pour l'éclairage public à Malnoue*

Suite à un retour positif pour l'éclairage public sur le hameau de Malnoue, un devis sera demandé au SDESM pour les travaux.

8 - *Route de Malnoue, mise en place de ralentisseurs*

Le Conseil Municipal accepte la pose de ralentisseurs en bitume large, sur la route de Malnoue. La vitesse autorisée sera de 30 km/heure. La commune de Choisy en Brie nous autorise à poser des panneaux signalétiques sur leur commune avant d'arriver sur Marolles en Brie.

9 - *Préparation du feu d'artifice du 13 juillet 2016*

Le feu d'artifice sera tiré à l'endroit habituel.

Des crêpes et du cidre seront servis dans la salle des fêtes, après le feu d'artifice

10 - Questions Diverses

- *Merisier à côté de l'Eglise*

Le merisier sera retiré et remplacé par un autre arbre moins encombrant à l'automne.

- *Est-ce qu'il y aura des réunions publiques concernant le PLU avant l'enquête publique ?*

Oui, c'est prévu. Le cabinet Urbanence s'en charge.

Madame le Maire rappelle que l'avancement du PLU est consultable en Mairie ou sur internet :  
<http://www.paysdecoulommiers.fr/La-Communaute-de-Communes/Nos-communes/Marolles-en-Brie>

Bonnes vacances à tous !

**\*\*\***

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 21h50.**



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.